



Aspirations et orientations professionnelles des filles et des garçons en fin de scolarité obligatoire: quels déterminants pour plus d'égalité?

Résumé des résultats – [version longue](#)

Equipe du projet :

Prof. Dominique Joye, Dr Jacques-Antoine Gauthier, Dr Lavinia Gianettoni, Dominique Gros, Dr Edith Guilley, Dr Karin Müller, Carolina Carvalho Arruda, Dr Elisabeth Moubarak et Dinah Gross

Contact:

Prof. Dominique Joye
Faculté des sciences sociales et politiques
Université de Lausanne
Route de Chavannes 33
Bâtiment Géopolis
1015 Lausanne
T: +41 21 692 38 88
dominique.joye@unil.ch

Mars 2014

Summary of results and recommendations for stakeholders and the public

La recherche « aspirations et orientations professionnelles des filles et garçons en fin de scolarité obligatoire : quels déterminants pour plus d'égalité ? » s'est basée sur deux enquêtes : une enquête quantitative réalisée auprès d'un échantillon de 3300 élèves du secondaire I, de leurs parents et enseignants (de cantons romands, du Tessin et d'Argovie) et une enquête qualitative menée auprès de responsables de projet en orientation égalitaire et de conseillers en orientation du secondaire I dans deux cantons (Genève, Vaud). Ces données ont été complétées par celles issues de l'enquête internationale PISA (2000 et 2006).

Les aspirations professionnelles des jeunes : souvent conformistes et inégalitaires

Aujourd'hui, les carrières envisagées par les jeunes sont encore marquées par une forte ségrégation : métiers de la santé, du social, de l'éducation pour les unes et techniques et ingénierie pour les autres. Ceci n'a finalement guère évolué depuis cette dernière décennie, si l'on se réfère aux données de l'enquête internationale PISA. Ces différences d'aspirations mèneront à des inégalités : à durée égale de formation, les revenus sont plus faibles pour les professions féminines et les opportunités de carrière pour ces professions sont plus limitées compte tenu de la prégnance du temps partiel très souvent conjugué au féminin. Comme dans de nombreux autres domaines, le choix de vie et de carrière des adolescents est guidé par un besoin d'intégrer la norme. Ce besoin de se conformer à la norme se traduit aussi par la perception biaisée que certains jeunes ont des réalités du monde du travail. Certains « revendiquent » les métiers prestigieux qui les intéressent pour leur propre sexe.

De l'importance des stéréotypes dans le choix du métier

L'orientation professionnelle est très dépendante des stéréotypes de genre qui sont « un ensemble de croyances socialement partagées concernant des traits de caractère caractéristiques » aux filles et aux garçons. En effet, les jeunes qui adhèrent aux stéréotypes de genre ont généralement des aspirations professionnelles plus typiques que ceux qui s'affranchissent de ces stéréotypes. Le milieu familial joue un rôle important dans cette relation puisque le degré de conformité aux stéréotypes des parents est aussi particulièrement lié aux aspirations professionnelles de leurs enfants. Ces résultats ne sont pas l'apanage d'une seule classe sociale: l'influence des idéologies sexistes sur les aspirations professionnelles, comme d'ailleurs la répartition inégalitaire des tâches domestiques entre filles et garçons ou le choix sexué des loisirs, se manifeste indépendamment de la classe sociale d'origine des jeunes.

Les mesures égalitaires : entre freins et avancées

L'école, important lieu de socialisation dans lequel le système de genre n'est pas absent, peine à changer cet état de fait. Dans le milieu scolaire, un premier frein important aux avancées égalitaires est la croyance, largement partagée par les professionnels de l'école, en une égalité entre filles et garçons déjà acquise qui, donc, ne justifie pas qu'on s'y arrête tant d'autres problématiques, comme l'intégration des élèves allophones ou la violence, leur semblent prioritaires. Selon les responsables de projet interrogés par notre enquête, l'absence d'intégration de manière contraignante et obligatoire de l'égalité entre filles et

garçons, notamment au cursus scolaire, et l'absence de règlement à ce sujet est un second frein important.

De manière plus générale, les avancées égalitaires aux niveaux éducatif, économique, politique et familial à l'échelle cantonale réduisent-elles la ségrégation des aspirations professionnelles des jeunes ? Il est difficile de conclure, tant ces différents niveaux sont imbriqués les uns aux autres. Une observation à l'échelle des cantons grâce aux données PISA (2000 et 2006) et aux statistiques de l'OFS révèle néanmoins que les écarts les moins importants entre filles et garçons dans les projets de carrière ont été constatés dans certains cantons caractérisés par des indices égalitaires les plus élevés de Suisse.

Les stratégies sous-jacentes aux choix atypiques

Les filles, comparées aux garçons, ont une représentation des métiers moins genrées, plus neutres. Cela pourrait traduire une stratégie de certaines filles d'ouvrir leur horizon professionnel, de ne pas se fermer la porte à des métiers qui sont encore des bastions masculins. Il est révélateur de voir que ce n'est pas le manque d'intérêt des filles pour les métiers techniques, comme ingénieur, qui explique leur quasi-absence dans ces métiers : le métier d'ingénieur, par exemple, est jugé intéressant par un certain nombre de filles mais celles-ci hésitent à le pratiquer. Ont-elles intégré que leur insertion dans ce type de métier sera un parcours du combattant surtout si elles souhaitent fonder une famille en parallèle à leur activité professionnelle ?

Certains jeunes envisagent néanmoins d'exercer une profession dans laquelle leur sexe est minoritaire. Ceux qui veulent sortir des sentiers battus en s'orientant vers des métiers atypiques sont plutôt rares chez les garçons : 6.7% des garçons aspirent à des professions féminines alors que, chez les filles, 19.1% envisagent une profession masculine. Parmi ces jeunes atypiques, on trouve davantage de jeunes ayant grandi dans des familles qui rejettent l'idéologie sexiste. Leurs réseaux sociaux sont aussi plus souvent composés d'amis. Ainsi, l'atypisme va de pair avec une émancipation de l'autorité familiale, il est favorisé aussi dans un milieu familial plus critique vis-à-vis des stéréotypes de genre.

L'atypisme peut-être vu comme étant une stratégie de mobilité sociale. Pour les filles, la transgression de genre sous-jacente à un choix atypique correspond très souvent à une transgression de classe : elles s'orientent majoritairement vers des professions prestigieuses, indépendamment de leur classe sociale d'origine. Pour les garçons, l'orientation vers des métiers « féminisés » peut leur permettre de garder leur position sociale d'origine, notamment en cas d'échec scolaire ; en revanche, elle entraîne plus souvent des conflits avec la famille : l'orientation d'un garçon vers une profession féminine étant moins acceptable pour l'entourage familial que l'orientation d'une fille vers une profession masculine.

Des solutions locales pour échapper au conformisme

A l'école, les notes scolaires « balisent » fortement les aspirations professionnelles des jeunes : la réussite scolaire s'associe à un souhait de métier de position sociale élevée et de faibles notes à des métiers positionnés plus bas sur l'échelle sociale. En revanche, les notes scolaires incitent peu les élèves à transgresser le genre dans leur choix de métier. Les premières de classe en mathématiques, discipline encore considérée comme masculine, sont à peine plus nombreuses que les autres filles à envisager des métiers masculins, en haut de l'échelle sociale. Ces grandes tendances sont parfois bousculées par des influences locales : les élèves qui se sentent soutenus par un professeur osent sortir du balisage des notes ; pour leur choix de carrière, ils ambitionnent plus que leurs notes ou leur filière d'étude laisserait envisager.

La perception de ses compétences (ou sentiment d'auto-efficacité) de la part des jeunes peut aider à comprendre ce résultat. Les jeunes qui ne se laissent pas inhiber par leurs notes (ce sont d'ailleurs plus souvent des garçons), sont aussi ceux qui ont développé un fort sentiment d'auto efficacité.

Recommandations

Au vu des résultats de la recherche, l'équipe de projet formule les recommandations suivantes:

Appliquer les mesures égalitaires à tous les niveaux du système éducatif

Le principe de l'égalité ne sous-entend pas que filles et garçons suivent exactement les mêmes parcours scolaires ou s'orientent de manière identique vers les mêmes professions, mais que des éventuelles barrières ou privilèges résultant du fait d'être une fille ou un garçon soient éliminées pour que tout le monde ait les mêmes chances de réussite scolaire et professionnelle.

Rendre conscients les jeunes de l'existence de ces barrières par des actions ponctuelles n'a qu'un impact très limité sur leur propre choix professionnel (Bigler & Liben, 1990). Favoriser des orientations scolaires et professionnelles indépendantes du sexe des élèves nécessite donc un travail de fond et coordonné. Notre première recommandation, qui nous semble la plus importante, s'inspire du rapport du Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE) qui se réfère au cadre conceptuel de l'approche intégrée de l'égalité. De manière à passer d'une logique d'efforts individuels des professionnels de l'école à un effort concerté, « il faut des mesures d'application à tous les niveaux du système éducatif pour instaurer l'égalité », c'est-à-dire au niveau de la CDIP, des cantons, des écoles et de l'enseignement (Grossenbacher, 2006).

Les quatre mesures concrètes proposées par le CSRE sont, selon nous, toujours d'actualité : a) définir un cadre général en faveur de l'égalité (y compris législation, plans d'études, choix et production de matériel didactique), b) mettre en place des normes cantonales en vue d'instaurer l'égalité, c) vérifier régulièrement la mise en œuvre de ces normes cantonales et d) développer la formation, les aides didactiques, la mise en réseau des professionnels de l'école.

Intégrer les parents dans le dispositif d'orientation

La CDIP recommande de renforcer la collaboration entre l'école et les parents afin de mieux intégrer ces derniers dans le dispositif d'orientation (CDIP, 2011). Nos résultats justifient cette recommandation mais sa mise en œuvre nécessite au préalable un travail important de sensibilisation des parents aux enjeux de l'orientation professionnelle de leurs enfants de manière à ce que cette orientation soit moins dépendante des stéréotypes.

Rendre obligatoire la formation sur le genre

Notre troisième recommandation souhaite donner un accent particulier à la formation des professionnels de l'école. Il conviendrait de renforcer leur formation initiale et continue sur le genre pour une meilleure compréhension des facteurs influant le choix professionnel, dont la présence des stéréotypes sexistes. Les mesures prises en faveur des femmes ne peuvent en effet être imposées sans être expliquées. La formation ou la sensibilisation des différents acteurs doit permettre de changer le regard sur les rapports de genre. Elle devrait être obligatoire afin de ne pas toucher seulement les personnes déjà sensibilisées. En particulier, les enseignants mais aussi les conseillers d'orientation pourraient accorder une plus grande importance à la problématique des rôles sociaux de sexe dans le but de soutenir le développement identitaire des filles et des garçons, ce qui est pour l'instant incompatible avec les charges toujours plus fortes que doivent assumer ces professionnels de l'école. Il serait aussi nécessaire de développer les outils permettant d'améliorer leurs pratiques d'intervention auprès des jeunes en terme de genre.

Communiquer à différents publics sur les enjeux des choix professionnels

Une quatrième recommandation concerne la communication des résultats de recherche. Il semble évident que la communication doit dépasser le seul cadre du système éducatif. Il conviendrait de communiquer aux entreprises, où d'ailleurs les stéréotypes semblent encore particulièrement tenaces (Chaintreuil & Epiphane, 2013), le coût d'un marché fortement ségrégué par les pertes de compétences et les pertes économiques qu'il entraîne. Plus généralement, la communication des résultats de recherche ne devrait pas se limiter à l'orientation professionnelle mais à une perspective plus générale de construction du parcours de vie en montrant que des choix de temps partiel ou de cessation d'activité peuvent mener à des situations très préjudiciables lors d'un divorce ou au moment de la retraite. Par ailleurs, la communication ne doit pas se cantonner aux élèves. Notre recherche met en évidence que les parents sont des acteurs-clé de l'orientation. Il est essentiel de les sensibiliser aussi aux enjeux du choix professionnel de leurs enfants.

Mettre en évidence les liens entre diverses problématiques

Notre enquête qualitative a mis en évidence que la concurrence et la hiérarchisation entre les problématiques abordées à l'école sont des freins au développement des politiques d'égalité. Il conviendrait de démontrer les liens existant entre les diverses problématiques sujettes à concurrence. Par exemple, la problématique de la violence est liée à celle des stéréotypes et plus généralement au système de genre. Les relations de domination, de hiérarchie et de pouvoir - que l'on trouve dans le système de genre - instituent de manière sous-jacente des pratiques et des représentations, voire justifient des rapports de force qui visent certaines catégories désignées comme faibles.

Enseigner les sciences sociales au secondaire

Les actions positives à l'avantage des femmes s'inscrivent pour l'instant dans une « logique de rattrapage » par rapport à la situation des hommes. De fait, elles ont pour caractéristique d'être provisoires et ont vocation à s'arrêter une fois l'objectif d'égalité atteint (Dauphin, 2011). Pour éviter cet état de fait qui régulièrement remet en cause la légitimité des projets égalitaires, il conviendrait d'évoluer vers des actions « transformatrices » impliquant un changement de comportements dans les rapports de genre, et agissant directement sur les causes structurelles de la discrimination. Une réelle avancée dans ce sens serait d'instaurer l'enseignement des sciences sociales au secondaire pour supprimer le non-dit sur les pouvoirs sociaux, que cela soit de niveau social, de race ou de genre.

Analyser les outils de l'orientation

Enfin une dernière recommandation adressée, cette fois-ci aux chercheurs, serait d'initier une analyse critique des tests utilisés par les conseillers d'orientation. Historiquement, l'orientation a eu pour nécessité de se fonder sur des pratiques rationnelles et des données objectivables, scientifiques (tests d'aptitude, par ex.). Or, les différences entre les sexes sur un certain nombre d'aptitudes ont été perçues comme étant l'expression de différences naturelles (Vouillot, 2007). Il conviendrait de savoir si les tests utilisés par les conseillers d'orientation entretiennent ou non l'influence du genre dans les conduites d'orientation. Dans le cadre de cette recherche, il n'a pas été possible de mener une analyse critique de ces tests compte tenu de leur difficulté d'accès, qui nous semble par ailleurs problématique.

Bibliographie

- Bigler, R. S., & Liben, L. S. (1990). The role of attitudes and interventions in gender-schematic processing. *Child Development, 61*(5), 1440-1452.
- Chaintreuil, L., & Epiphane, D. (2013). "les hommes sont plus fonceurs mais les femmes mieux organisées": quand les recruteur-e-s parlent du sexe des candidat-e-s. *Bref du Céreq, 315*, 1-4.
- Dauphin, S. (2011). Action publique et rapports de genre. In F. Milewski & H. Périvier (Eds.), *Les discriminations entre les femmes et les hommes*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Grossenbacher, S. (2006). Vers l'égalité des sexes à l'école. Que font les cantons pour instaurer l'équité entre hommes et femmes dans le système éducatif? Aarau: Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE).
- Vouillot, F. (2007). L'orientation aux prises avec le genre. *Travail, Genre et Sociétés, 18*(2), 87-108.